

# L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE atteindre les 70% ?

Comme lors des scrutins antérieurs, ils ne pourraient être présents que dans moins de 10 % des bureaux de vote. Axeront-ils leurs efforts sur les commissions électorales communales ?

Car, il faut impérativement être présent massivement dans les instances citées plus haut, pour savoir avec exactitude les résultats obtenus par chacun des candidats. Quant à la commission appelée pompeusement commission indépendante de contrôle des élections, elle n'a qu'une existence formelle. Elle est totalement dépourvue de pouvoir de recours.

D'ailleurs, les responsables de la commission nationale, qui installent ces derniers jours leurs homologues des commissions de wilaya, ne cessent de rappeler que «la commission n'a qu'un rôle préventif.

Elle attire l'attention des autorités sur les dépassements avant et pendant le vote. Elle élabore un rapport final qu'elle transmet au président de la République».

Même cette mission d'information est aléatoire puisque cette commission (nationale, régionale et communale) est dominée, approximativement à 80 %, par des partis politiques qui n'ont pas de candidat, juridiquement non concernés pas cette élection.

Or ces partis soutiennent un candidat qui se dit indépendant. Par ailleurs, sa neutralité et son autonomie sont mises à rude épreuve.

Le coordinateur national,

seul autorisé à s'exprimer publiquement sur la gestion et éventuellement sur la régularité du vote, est désigné par l'un des candidats et ceux au niveau des wilayas sont désignés par les walis. Elle se transformera par la force des choses en comité de campagne pour le candidat-président. Une confusion bien étudiée. S'agissant de la surveillance externe, telle que conçue par le pouvoir, elle ne donnera absolument rien. On imagine mal l'UA, la Ligue arabe ou l'OCI adopter une position allant en contradiction avec un gouvernement qui est membre de ces institutions.

En outre, avaient-elles réellement surveillé un quelconque scrutin national pas le passé ?

En refusant la venue des ONG occidentales, en temps utile dans notre pays, c'est-à-dire quelques mois avant l'élection, pour superviser les préparatifs du processus électoral, le pouvoir maître d'œuvre de l'élection du 9 avril 2009, savait en effet qu'il s'exposait à des réprimandes pour ce qui passe avant le lancement de la campagne officielle.

Ces organisations ont une expérience pour avoir travaillé dans des pays dits difficiles. Elles ont également des standards qu'elles appliquent à tous ceux qui les sollicitent.

## Absence de recours

Un homme politique de premier ordre fustigeait les grandes institutions offi-

cielles incapables, selon lui, de s'élever à un niveau d'exigences qu'impose la situation du pays. «Elles ont complètement perdu la crédibilité pouvant les mettre en situation d'arbitrer une compétition politique», fulminait-il. Au vu de ce qui se passe, le commun des mortels a la nette impression que celles-ci ont toutes fait allégeance au régime en place.

Seuls les électeurs sont en mesure de départager les ambitions et les prétentions des courants et des partis politiques ou des individus. Malheureusement, ils se voient confisquer ce pouvoir.

Les fraudes électorales mais surtout l'absence combinée de tout moyen de recours contre cet abus (la fraude), sont les instruments de cette confiscation.

On a entendu les candidats geindre contre le pouvoir qui utilise illégalement tous les moyens de l'Etat pour favoriser son candidat, lancer la campagne avant l'heure et par là même réduire l'image de ses adversaires vis-à-vis de l'opinion à de simples individus totalement incompetents pour diriger le pays.

Ces pourfendeurs du candidat du système n'ont aucun moyen de recours pouvant faire cesser cette violation de l'étique. Mis à part les dénonciations des hommes politiques en dehors du pouvoir, aucune institution officielle ne s'est démarquée. Bien au contraire, il y a une complicité par

le silence. Mais ce sera bien pire dans les quelques semaines qui nous séparent du 9 avril.

L'administration a le pouvoir pour désigner le personnel d'encadrement des bureaux, centres, commissions électorales communales et les commissions électorales de wilaya. La loi (article 40) donne droit aux candidats de refuser des individus affectés uniquement aux bureaux de vote qu'ils soupçonnent proches de leurs adversaires. Il leur faut courir en moyenne 19 jours pour faire aboutir cette exigence. Mais le dernier mot revient à l'administration pour cette désignation.

Les candidats n'ont aucune possibilité de rejeter la désignation des membres des commissions électorales. Paradoxalement, ces derniers — les membres des commissions électorales — à l'instar des membres des bureaux (art.41), ne prêtent pas serment. La loi ne prévoit aucun recours express dans le cas de l'interdiction aux représentants des candidats de suivre le vote, d'assister au dépouillement, le refus de la remise des P-V des bureaux de vote, l'empêchement d'assister aux travaux des commissions et la remise des P-V de ces dernières instances. Ces situations ont été vécues et risquent de se répéter.

En bref, pour faire argumenter un recours, le plaignant n'est-il pas tenu de fournir la preuve ? La fourniture de la preuve de fraude

n'est possible pour un protestataire qu'une fois en possession de tous les P-V des bureaux, les P-V des communes et celui de la wilaya. Une question ne manquera pas de tarauder les esprits : les 5 candidats en lice ont-ils la possibilité de mobiliser, chacun, un effectif de partisans suffisant le jour du vote ? 43 000 personnes pour être présentes dans les bureaux et récupérer les P-V, 9 800 partisans nécessaires pour encadrer les centres de vote et 1 451 personnes pour assister aux travaux de consolidation et récupérer les P-V communaux sont indispensables.

Ensuite, ils doivent collationner les statistiques des bureaux avec les P-V des communes, transmettre les chiffres à un staff de la wilaya avant que les résultats ne parviennent à leur candidat.

Il leur est probablement impossible de monter cette organisation à travers le territoire national et l'émigration. A cette organisation, il est impératif pour un fonctionnement efficient de prévoir un système de communication, une logistique d'accompagnement et un budget conséquent.

## Le vote à blanc, refuge pour les fonctionnaires

On a noté le nombre impressionnant des bulletins nuls à chacune des consultations électorales. Les chiffres augmentaient à chaque vote. Les dernières statistiques en la matière ont surpris plus d'un.

Plusieurs explications peuvent être avancées.

Il y a sûrement une partie des voix nulles qui est due aux erreurs et à l'ignorance des procédés.

Seconde explication, des électeurs ne veulent pas se délester de leur droit de vote mais ne sont pas d'accord avec ce qu'on leur propose. Ils votent à blanc.

La troisième catégorie composée de cadres, de fonctionnaires et d'électeurs qui craignent des représailles politiques et économiques de la part du pouvoir va dans les bureaux de vote pour émarger sur la liste électorale.

Ces électeurs donnent ainsi la preuve de leur présence. Mais dans le secret de l'isoloir, ils reprennent leur souveraineté. Ils exécutent un vote à blanc en conformité avec leurs intimes convictions qu'ils s'abstiennent à faire valoir publiquement.

Ils glissent ainsi dans l'urne une enveloppe anonyme qui les affranchit, mentalement, de la soumission. Par tempérament, c'est un exercice qu'affectionne particulièrement un grand nombre d'Algériens : narguer secrètement la force de la répression.

Le climat politique qui prévaut actuellement et les candidatures qui ne font pas l'unanimité parmi la population sont, pour certains, un motif de protestation en sourdine. Faut-il les inscrire dans les statistiques du boycott ?

Abachi L.

## CAMPAGNE ÉLECTORALE

# Six grands meetings pour Bouteflika

**Abdelaziz Bouteflika fera une campagne électorale complètement différente de celles de 2004 et 1999, à l'occasion de la présidentielle du 9 avril prochain. En tout et pour tout, il ne tiendra que six grands meetings, comme nous l'annoncions dans une précédente édition.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le tout premier est prévu jeudi prochain, avec l'ouverture officielle de la campagne électorale, à Batna. Un choix pas du tout innocent : «C'est la ville de Benflis et de Zeroual», justifie-t-on dans l'entourage immédiat de Bouteflika.

S'ensuivront des meetings similaires dans les wilayas d'Oran, Constantine, Annaba, Bechar et Alger. Pour le reste, Bouteflika «innove» cette fois-ci avec une autre forme de «sorties» : une campagne de proximité dont nous parlions dans l'une de nos précédentes éditions qui le mènera, selon une source très bien informée, dans

huit wilayas. Cette campagne de proximité se déroulera sous forme de «descentes ciblées» où il sera question de rencontres avec «la société civile, les notables, des artistes, des intellectuels, des industriels, etc.». Cela lui permettra de poursuivre sa série de «discours thématiques» comme ce fut le cas à Sidi-Bel-Abbès, Oran, Biskra et Blida, ces dernières semaines.

«Le programme de campagne n'est pas finalisé», précise notre source et pour cause, la donne sécuritaire y pèse de tout son poids. «Les responsables de la sécurité présidentielle craignent le pire pour un

président particulièrement ciblé par Al-Quaïda Maghreb», nous révèle notre source.

D'ailleurs, aucun détail n'est donné quant au programme et aux dates des sorties de Bouteflika dans les wilayas par les responsables de sa campagne. Hier, dimanche, ces derniers ont été réunis à l'hôtel Ryadh de Sidi-Fredj, à Alger, par le directeur de campagne, Abdelmalek Sellal, et le président de «l'Alliance présidentielle», Abdelaziz Belkhadem.

Y ont pris part les responsables du FLN, du RND (représenté par Miloud Chorfi) et du MSP (représenté par Aboudjerra Soltani), outre les directeurs de campagne des quarante huit wilayas et l'immigration. «A quelques jours de l'ouverture officielle de la campagne électorale, il était néces-

saire de réunir les concernés par cette campagne», expliquera Belkhadem lors d'une conférence de presse commune avec Sellal à l'issue de la rencontre tenue à huit clos.

Très prudent dès qu'il s'agit du programme de sorties du «candidat», Belkhadem concèdera, toutefois, que «le candidat fera lui-même une vingtaine de sorties durant la campagne, et il ne s'absentera que pour trois jours, pour prendre part au prochain sommet arabe et au sommet des pays arabes - Amérique du Sud.»

Même circonspection chez Sellal avec cette réponse ironique : «Si nous avons finalisé le programme ? A 90 % nous l'avons finalisé mais on ne peut pas le rendre public car une campagne électorale, c'est comme un match de football.

On peut changer de tactique à tout moment, en fonction de l'évolution de la situation. Peut-être qu'à la mi-temps, l'entraîneur décide de changer la tactique ou des joueurs» !

Seule certitude donc pour le moment est le fait que, jeudi prochain, Ouyahia entamera la campagne à partir de la wilaya d'El-Tarf, Belkhadem sera lui à Saïda et Aboudjerra Soltani à Tébessa. S'ensuivront près de 6 000 meetings au profit de la candidature de Bouteflika qu'animeront les responsables sus-nommés, le président du Sénat, le président de l'APN, en plus des organisations nationales (ONM, UGTA, UNPA, UNEA, UNFA, l'Onec, la Cnec, les Scouts, etc.), et 7 autres partis politiques en dehors de l'Alliance....

K. A.